



Aide au retour: un changement de perspective

Aide au retour concrète

Guinée-Bissau, Bissau

En début d'année 2016, M. D. est rentré volontairement en Guinée-Bissau. Suite aux discussions qu'il a eues avec son Conseiller en Vue du Retour de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Suisse, M. D. a décidé d'ouvrir une épicerie. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) lui a accordé une aide financière d'USD 3156 visant à l'accompagner dans la mise en œuvre de son projet de réintégration.

Après son retour en Guinée-Bissau, il a discuté de son projet de réintégration avec l'OIM, qui l'a activement aidé à mettre en œuvre son projet professionnel.

En novembre 2016, une visite de monitoring a été effectuée. Il s'est avéré que M. D. vivait toujours au même endroit qu'après son retour et estimait être satisfait du soutien obtenu par l'OIM. Seule l'obtention de tous les documents nécessaires a représenté une difficulté au début de son activité. De plus, il considérait que l'aide à la réintégration était utile et affirmait être financièrement indépendant, malgré son faible revenu.



Pour cette raison, M. D. n'était pas du tout satisfait de sa situation actuelle, qu'il décrivait comme précaire. Il a de plus été victime d'un vol. Cependant, en dépit de ces contretemps, M.D. considérait qu'il vivait dans de meilleures conditions qu'avant son départ pour la Suisse parce que, comme il le disait, «je suis avec ma famille et je travaille pour gagner un peu ma vie ». Par conséquent, M. D. voit son avenir en Guinée-Bissau, où il voudrait agrandir son épicerie.

Dans de nombreux pays d'Europe, le concept de l'aide au retour s'est imposé et a fait ses preuves en tant que solution humanitaire en même temps qu'avantageuse. Le but de l'aide au retour est de combiner les intérêts justifiés des migrantes et migrants avec les intérêts de la Suisse et des pays d'origine. L'aide au retour contribue à un retour durable et couronné de succès. Elle est fixée de façon à exclure les effets d'attraction non souhaités vers la Suisse.

SEM/OIM, mai 2017